

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

N°219, mai 2024

Reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient

Par Pierre Razoux,

Directeur académique de la Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégique (FMES), ancien auditeur de la 67^e session nationale de l'IHEDN

Depuis plusieurs années, il était de bon ton de proclamer le désengagement des Etats-Unis du Moyen-Orient. La nature ayant horreur du vide, les acteurs régionaux s'étaient tournés vers de nouveaux sponsors, n'hésitant plus à jouer ouvertement de la concurrence. La guerre que livre Israël au Hamas et au Hezbollah depuis octobre 2023 a toutefois remis un coup de projecteur sur cette région, alors même que les feux de la rampe étaient orientés vers Taïwan, les Corées et l'Ukraine. Cette guerre est une excellente nouvelle pour la Russie et la Chine, puisqu'elle fait diversion et qu'elle stigmatise les Etats-Unis qui sont placés devant leurs contradictions.

Le gouvernement américain n'est plus perçu comme la solution aux défis de la région, mais comme une partie du problème, même si l'activisme de l'administration Biden finissante remet la Maison Blanche dans le jeu régional. Car les acteurs régionaux craignent la puissance militaire, très crédible, brandie parfois par Washington, comme actuellement face aux Houthis en mer Rouge et au profit d'Israël. La perspective de l'élection de Donald Trump à la présidentielle américaine de novembre 2024 engendre à cet égard bien des incertitudes. Nul doute qu'elle accélérerait les reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient. L'Europe apparaît de son côté comme la grande perdante de ces recompositions, car elle est devenue inaudible, sans ambition et reste pétrie dans ses contradictions.

Percée chinoise, retour de la Russie et multi-alignement

Début décembre 2022, alors que les yeux sont tournés vers le Qatar où se déroule la coupe du monde de football, les dirigeants chinois effectuent une grande tournée dans la péninsule Arabique. Ils consolident leurs partenariats stratégiques avec l'Iran et les Emirats arabes unis, nouent en toute discrétion des partenariats prometteurs avec le sultanat d'Oman et le Qatar, et bâtissent un partenariat renforcé avec l'Arabie saoudite, au point que le prince héritier Mohammed Ben Salmane impose l'apprentissage du chinois au même titre que celui de la langue anglaise. Trois mois plus tard, à la surprise générale, c'est à Pékin que les dirigeants chinois annoncent la normalisation des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, conflictuelles depuis 2009.

Cette réconciliation s'accompagne d'un double engagement ; Riyad et Téhéran s'engagent à pacifier le Golfe pour que les hydrocarbures puissent alimenter sereinement l'économie chinoise ; de son côté, Pékin s'engage à investir massivement dans ces deux pays en soutenant leur adhésion au groupe des BRICS+, officialisée à l'été 2023 (en plus des Emirats arabes unis et de l'Egypte).

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Depuis, l'ensemble du Moyen-Orient, y compris Israël, fait les yeux doux à la Chine pour tenter de capter ses investissements, mais aussi sa technologie et ses armements (notamment les drones et les missiles) qui viennent concurrencer ceux des Occidentaux et des Russes. Les Chinois refusent pour l'instant de s'impliquer militairement dans la sécurité de la région, mais jusqu'à quand ? Ils cherchent discrètement des bases militaires sur le rivage de la péninsule Arabique qui complèteraient leurs bases de Djibouti et de Gwadar (Pakistan), renforçant ainsi leur sécurité énergétique.

La Russie est pour sa part revenue dans le jeu régional à partir de 2014 à la faveur des contre-révolutions arabes, de la lutte contre Daech en Syrie, de la crise pétrolière et de la crise sanitaire. Elle est alors perçue comme un soutien pragmatique des régimes en place, peu regardante sur les normes démocratiques et financières. A la faveur de l'invasion de l'Ukraine (février 2022), le Kremlin a su habilement manipuler les frustrations des populations du Moyen-Orient envers des valeurs occidentales bien souvent mises en défaut par le « deux poids, deux mesures ». L'audace de Vladimir Poutine a sidéré et séduit des autocrates qui ont besoin de ses armes et de ses appuis céréalier, énergétique et diplomatique pour faire valoir leurs revendications sur la scène internationale, alors même que les Etats-Unis ne sont plus perçus comme un sponsor fiable et crédible.

C'est pour cela que les Etats de la région pratiquent désormais ouvertement une politique de multi-alignement en direction de la Chine, de la Russie, de la Turquie, mais aussi de l'Inde, sans renier toutefois leurs liens avec les Etats-Unis pour ceux qui s'en remettent à Washington pour assurer leur sécurité. Le Qatar se retrouve à cet égard dans une posture délicate ; étant l'intermédiaire privilégié de l'actuelle administration démocrate, il sait qu'une victoire de Donald Trump lui vaudrait probablement de sévères retours de bâton. Plus généralement, l'interception spectaculairement efficace des frappes iraniennes contre Israël (14 avril 2024) a renforcé la crédibilité de l'arsenal militaire américain.

Le développement économique et la démographie plus importants que la géopolitique

A l'exception du conflit entre Israël et l'Iran, les acteurs régionaux ont compris que les menaces principales ne provenaient plus vraiment des voisins ou des rivaux, mais d'un aggravement du contexte socio-économique et de l'impact de la désertification et de la sécheresse galopantes. Ce sont ces deux facteurs qui peuvent générer de graves troubles intérieurs et menacer ainsi les pouvoirs en place. Les populations du Moyen-Orient, par essence très conservatrices, n'adhèrent plus aux valeurs véhiculées par l'Occident car celles-ci sont perçues comme hypocrites, inapplicables et contraires à la religion. Après l'échec des multiples soulèvements populaires réprimés dans le sang, puis la faillite de l'Islam politique dans la gestion de certains pays (notamment le Maroc, l'Egypte, la Tunisie et la Libye), ces mêmes populations ne rêvent plus de démocratie, mais bien de développement économique. Leurs dirigeants en sont parfaitement conscients et ont mis cet objectif en tête de leur agenda.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Même la guerre entre Israël et le Hamas n'a pas changé cette nouvelle priorité, d'autant que la plupart des dirigeants arabes n'ont aucune sympathie pour ce parti radicalisé qu'ils perçoivent comme une menace à leur pouvoir. C'est tout particulièrement le cas du président Sissi en Egypte et du roi Abdallah II de Jordanie qui s'inquiètent des risques de contagion du conflit palestinien sur leur territoire.

Pour les monarchies du Golfe, les deux autres défis majeurs concernent la préparation de l'ère post-hydrocarbures et la question de la citoyenneté, dans des pays où les nationaux ne représentent plus qu'une faible minorité de la population totale et où, pour de multiples raisons, ils peinent à se reproduire biologiquement comme en attestent les statistiques démographiques. Comment asseoir dès lors la mainmise d'un pouvoir qui ne représenterait plus que 5 ou 10 % de la population, a fortiori lorsque celui-ci ne sera plus en mesure d'acheter la paix sociale ?

Les groupes armés en première ligne

Si les Etats se sont assagis, les milices et les groupes non-étatiques ont pris le relai de la lutte armée au Moyen-Orient. Certains pour conquérir leur indépendance (Palestiniens du Hamas), pour préserver leur autonomie (Kurdes d'Irak et de Syrie) ou assurer leur survie (Yézidis), d'autres pour conquérir le pouvoir (Houthis au Yémen) ou pour renforcer leur emprise sur le régime (Hezbollah au Liban, milices chiïtes en Irak et en Syrie), d'autres encore pour instituer le califat (Etat islamique au Levant) ou pour promouvoir une idéologie religieuse (milices salafistes, Djihad islamique, Al-Qaïda et ses groupes affiliés), d'autres enfin pour lutter contre Israël ou contre la Turquie (Kurdes de Syrie et du PKK).

Une chose paraît sûre, l'Etat islamique et Al-Qaïda n'ont pas été éradiqués ; ils coopèrent et attendent le moment opportun pour ressortir et reconquérir des territoires. Tous ces groupes armés et ces milices ont sans doute de beaux jours devant eux, car plusieurs Etats de la région, qui rechignent à s'impliquer militairement pour ne pas remettre en cause leur stratégie de développement économique, pourraient être tentés de les soutenir pour disposer de leviers contre leurs rivaux.

L'Irak, la Syrie et le Yémen sont aujourd'hui les trois Etats les plus fragmentés et les plus fragiles, divisés entre des armées nationales qui ne contrôlent qu'une partie du territoire et des milices aux agendas contradictoires qui se partagent le reste. Quant au Liban, il demeure l'otage des logiques communautaristes et du conflit opposant Israël au Hezbollah et à l'Iran. L'armée israélienne est clairement engagée depuis janvier 2024 dans une stratégie de frappes à bas bruit visant à user le Hezbollah pour le contraindre à se replier au nord du fleuve Litani. Les risques d'erreur de calcul et d'extension du conflit sont réels.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

L'Iran, acteur incontournable au seuil nucléaire

Autant l'Iran paraissait extrêmement isolé en 2022 dans un contexte marqué par la grogne populaire et l'impact des sanctions économiques aggravées par la crise sanitaire et énergétique, autant le régime iranien peut se prévaloir de réels succès extérieurs depuis deux ans : partenariat stratégique avec la Chine, statut de membre à part entière de l'Organisation de Coopération de Shanghai et du groupe des BRICS+, normalisation avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, guerre en Ukraine qui a obligé la Russie à quémander l'assistance militaire (drones, munitions, missiles) de Téhéran, échanges économiques en hausse avec l'Asie. Tout cela a favorisé l'entrée de liquidités dans les caisses de la République islamique.

Dans ce contexte très favorable, l'Iran n'a aucun intérêt à provoquer une escalade militaire à l'issue très incertaine avec Israël et les Etats-Unis. D'autant plus que Téhéran est quasiment au seuil nucléaire et qu'il disposerait déjà, selon les services de renseignement américains, de suffisamment de matière fissile pour fabriquer très rapidement trois bombes atomiques. Est-ce cette assurance qui a poussé le régime iranien à riposter directement sur le territoire israélien (13-14 avril 2024) à la suite de la destruction de son consulat à Damas par l'aviation israélienne ? Israël a discrètement répliqué (19 avril) en ciblant la base aérienne d'Ispahan qui protège le site nucléaire de Natanz.

Cet épisode amène quatre questions : Téhéran a-t-il intérêt à franchir le seuil nucléaire ? Si oui dans quelles circonstances ? Et dans ce cas, le pouvoir communiquera-t-il sur ce sujet (suivant l'exemple de l'Inde, du Pakistan et de la Corée du Nord), ou bien préférera-t-il adopter la même stratégie d'ambiguïté qu'Israël, comme le lui susurrent à l'oreille les responsables chinois, russes et même américains. Une posture israélienne et iranienne de double ambiguïté préserverait en effet les apparences et serait probablement acceptable par les membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

A court terme, les deux seuls événements susceptibles de convaincre le Guide suprême, naturellement prudent, de franchir ce seuil nucléaire me semble être l'attaque massive du territoire iranien par Israël ou les Etats-Unis, et la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine si celui-ci affichait une posture encore plus dure à l'encontre de l'Iran. Dans ce cas, il y a fort à parier que l'Iran sortirait officiellement du TNP, puis proclamerait son statut d'Etat doté une fois qu'il aurait quatre ou cinq bombes atomiques assemblées, se déclarant prêt ensuite à discuter avec les Etats-Unis, comme l'a fait Kim Jong-un en son temps.

Israël militairement fort, mais plus isolé que jamais

De son côté, Israël, traumatisé par les massacres du 7 octobre 2023, a surréagi à Gaza pour afficher sa force et restaurer sa posture dissuasive à l'encontre de tous ceux qui pourraient être tentés de l'agresser. Ce faisant, Israël s'est coupé de nombre de ses soutiens internationaux, notamment en Occident. Même les Etats-Unis ont menacé de lui couper ses approvisionnements si ses forces armées ne modéraient pas leurs opérations dans la bande de Gaza.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Cet isolement est d'autant plus fort que chacun comprend que le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu fait tout son possible pour prolonger le conflit à Gaza, voire à entériner les propositions de certains stratèges militaires de l'étendre au Sud Liban pour justifier son maintien à la tête du gouvernement, seul gage de sa survie politique.

Malgré l'intervention décisive des Etats-Unis dans l'interception des frappes iraniennes, les élites sécuritaires israéliennes ont compris qu'elles avaient perdu le soutien inconditionnel de la classe politique américaine, des médias et des élites de la côte-est, et qu'elles ne pouvaient désormais plus compter que sur elles-mêmes, à moins d'un aggiornamento politique en Israël. Ces élites n'ont donc plus rien à perdre, d'autant que la population s'estime confrontée à une guerre existentielle contre le Hamas, le Djihad islamique, le Hezbollah, l'Iran et tous les groupes armés encore plus radicalisés qui apparaîtront inéluctablement sur les ruines de Gaza.

Dans un tel climat, les dirigeants israéliens sont enclins à surréagir, à cultiver l'imprévisibilité et à attaquer préventivement, meilleur moyen selon eux de contenir et dissuader leurs adversaires déclarés ou patentés. Peut-être imaginent-ils aussi un rapprochement avec la Chine et la Russie en cas de crise avec les Etats-Unis ? Ou la sortie de leur propre ambiguïté nucléaire ? Ces options, conjuguées à l'élection de Donald Trump, accélèreraient les reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

La Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques est le seul centre de recherches basé en Provence (Toulon) spécialisé dans les questions stratégiques, militaires, géopolitiques et maritimes. Elle décrypte les crises et les conflits internationaux, édite de nombreuses publications dont un Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient, et organise de nombreux colloques dont les Rencontres Stratégiques de la Méditerranée qui regroupent chaque année à Toulon près de trois mille experts de toutes origines et nationalités. La FMES anime également des ateliers wargames et serious games dédiés. Fondation privée adossée à une association Loi 1901, elle participe en toute indépendance au débat public, dans les médias comme auprès d'acteurs institutionnels et privés. Elle pilote plusieurs sessions annuelles de formation de haut niveau orientées vers les questions stratégiques, le domaine maritime et tout récemment vers l'Afrique. Elle agit enfin au profit de la Région Sud en soutien des entreprises liées à l'économie de Défense.